

LIBERONS-NOUS de la détresse et de la peur

T ROIS ans de libération (!?) et nous en sommes au plan de détresse, car c'est bien de cela dont il s'agit : de détresse et de désarroi.

Aux lendemains d'une tuerie sans précédent dans l'histoire, d'une tuerie responsable de la mort de trente millions d'hommes, rien n'a changé. La société, qui a nom Humanité, marque le pas. Le monde entier reste en arrêt devant les problèmes quasi-insolubles qui se posent à lui chaque jour. Insolubles si toutefois l'on s'en tient aux méthodes jusqu'ici employées pour les résoudre ou pour tenter de les résoudre.

En dépit des progrès techniques énormes réalisés depuis moins de cent ans et qui laissaient à l'individu de bon sens l'espérance de l'affranchissement presque parfait de l'Homme, nous en sommes toujours, toutes proportions gardées, à l'époque féodale. Nous assistons toujours à l'affligeant spectacle de la misère la plus noire faisant face au luxe le plus égarant. Aux frasques des grands de ce monde ne répond que le faible écho, des souffrances physiques et morales, du dégoût et de la rancœur du peuple. Et pourtant, si cet écho voulait s'enficher, s'amplifier et enfin se faire entendre, nous assisterions à l'aurore d'une ère nouvelle, reflet fidèle de ce que tout homme qui lutte et peine, conscient de sa dignité, peut entrevoir en faisant table rase de toute routine, de tous préjugés, en s'évadant enfin des limites du cercle magique que toujours ceux qui s'arrogeront le droit de nous gouverner, s'ingénieront à tracer autour de nous.

Le cas de la France, pour ne parler que d'elle, en est la preuve flagrante.

La classe ouvrière de ce pays n'a pas su tirer parti des conditions et du climat matériels qui s'offraient à elle il y a trois ans pour faire sa révolution.

Les événements politico-économiques et sociaux survenus depuis ce temps ont dû, ou auraient dû, fournir tous les mobiles propres au déclenchement d'une révolution nécessaire et salvatrice.

Trois ans ont passé ; et depuis que l'ennemi qui « prenait tout » a été chassé de notre sol, nous n'avons pas plus qu'avant. Les conditions de vie de ceux qui travaillent ne se sont pas améliorées, bien au contraire. Cela prouve que le véritable adversaire n'était et n'est pas celui que nous jettonnent en pâture les écrits et les discours de nos éminents et distingués hommes d'Etat ! Le seul ennemi mortel que les travailleurs doivent combattre et faire disparaître est précisément ce régime révolu et croissant qui persiste à nous présenter comme étant le seul capable de remédier à tous nos maux.

Au bas de la liste des multiples épreuves soumises à la compétence de nos dirigeants, un seul résultat : zéro ! Dans tous les domaines, nos dignes représentants ont été semblables à eux-mêmes, c'est-à-dire qu'ils ont fait montre de l'impuissance la plus totale, de l'impudence la plus scandaleuse et du mépris le plus parfait des aspirations de la classe laborieuse.

Qu'ils aient été impuissants devant les problèmes d'ordre purement social, nous ne saurons, nous, nous en étonner. Dans le cadre des institutions actuelles, il était impossible de faire autrement. Malgré cela, nous croyons pouvoir assister à des efforts bien intentionnés des organisations démocratiques et syndicales. Hélas ! nous ne voyons pas où se trouve, par exemple dans la nouvelle organisation de la Sécurité sociale, leur « puissance créatrice et génératrice » !

Ce système hypocrite a pour but avoué de protéger le travailleur et sa famille, de lui assurer une vieillesse heureuse (?). Il a pour but moins avoué de fournir à l'Etat la chair à canon indispensable pour une prochaine hécatombe ; il n'est que le mauvais plagiat du système en vigueur dans l'Allemagne nazie.

Dans le domaine plus matériel du ravitaillement, de l'habillement, du logement, le succès n'a pas été plus grand, il s'en faut ! La préoccupation des devises dont nos grands argentiers nous repartent les oreilles quand il s'agit de pain, dénonce leurs préoccupations majeures : procurer à l'armée, à la marine et aux gros industriels français l'outil nécessaire pour redorer le blason du capitalisme national : socialiser les pertes, d'une administration déficitaire ; parachever l'abolition de la semaine de 40 heures en produisant pour le profit ou les « frais généraux » et non pour la consommation.

Qu'importe que nous buvions de la flotte, pourvu que les bons vins et le champagne coulent à flots dans les bouteilles de nuit !

Qu'importe que la viande soit hors de portée des bourses ouvrières, pourvu que ces messieurs et leurs « irrespectueuses » roulent carcasse !

Qu'importe que nous n'ayons plus de pain, pourvu que l'on vote les crédits militaires, la guerre en Indochine et ailleurs, que l'on ait le charbon de la Ruhr et le labeur des « prolétaires » pour faire de beaux canons !

Les quelques avantages arrachés des griffes du capitalisme, au prix de luttes farouches, durant les courtes périodes de paix relative qui précédèrent les deux dernières guerres, sont réduits à néant. Si les travailleurs ne comprennent pas, maintenant, qu'il leur faut agir par eux-mêmes, qu'il faut jeter à bas cet édifice branlant, la conception capitaliste du monde, nous courrons au suicide !

Travailleurs de France et de la terre entière, il est temps encore de faire entendre votre voix ! On ne peut rien sans vous, et, vous seuls, vous pouvez vous libérer !



Anarchie ou succédané ?

Y a-t-il lieu de renoncer au mot mal famé d'Anarchie pour lui substituer une formule plus « rassurante », plus « explicite », plus « constructive », plus « synthétique », etc., en ajoutant aux mots socialistes, communiste, syndicalisme, fédéralisme, ou à tout autre, l'hypothèse libertaire ?

Que de fois, ce genre de substitution nous a été suggéré ! Que de fois, des éléments bien intentionnés de notre mouvement ont cru voir, dans la crainte qui inspire le mot anarchie, le principal obstacle au fait anarchiste, à l'instauration d'une société sans gouvernement ! Et combien de fois, la libre expérimentation, qui est de règle dans nos milieux, a donné sur ce point des résultats négatifs susceptibles d'être objectivement discutés !

Sans faire l'historique de ces « dissidences » terminologiques, bornons-nous à deux constatations d'ordre général :

Première constatation : Nos camarades « dissidents », opérant à leur gré sous des bannières moins sombres que les nôtres, n'ont pas obtenu les succès attendus par eux. Leurs sécessions, après quelques débuts prometteurs, ont sobrement dans le plus complet néant.

Deuxième constatation : Beaucoup des promoteurs de révision, déviant du grand chemin pour s'égarer dans des applications partielles et insuffisantes, ont bienôt perdu de vue le principe même de leur action.

Mais, dira-t-on, peut-être, ces « anarchistes sans le dire » avaient-ils raison au fond ? Ils affirmaient que c'est du nom de l'anarchie que les hommes d'aujourd'hui ont peur et pas de la chose. Que la même médecine salutaire, sous un léger déguisement, serait allégiement acceptée des estomacs les plus délicats. « Il ne s'agissait, après tout, de rien qui puisse mettre en danger la sécurité morale et matérielle des intéressés — bien au contraire — et il n'y avait donc pas lieu de présenter sous un

soir pour nous-mêmes et trompeuse envers un public à qui nous devons, comme à nous-mêmes, la plus entière vérité.

Il y a mille manières de devenir « anarchiste », mais il n'y en a guère que trois de le rester : l'une, toute provisoire, c'est de raisonner « a priori » selon la « pureté théorique », sans tenir aucun compte des faits... ou en les déformant pour les rendre d'un manière intellectuel plus commode. (Ceci jusqu'au moment où le divorce entre la théorie et la pratique, se fait sur jour par une « circonstance exceptionnelle », vous force à choisir entre la réalité et le dogme, et fait tout à coup de l'anarchiste sectaire un opportuniste sans principe.)

Disons bien haut que toutes les restrictions verbales, ou mentales, ne nous conviennent guère. Le vieux mot ANARCHIE (anarkhia) existe depuis quelques millénaires, et garde sa verte et virulente jeunesse ; il est catégorique et s'abstraît toujours comme un couperet sur tout « pouvoir » — fut-il « révolutionnaire », « provisoire », etc. Il est assuré de survivre aux mots SOCIALISME ET COMMUNISME, qui ont à peine cent ans d'existence et sont nés au point d'être aujourd'hui vides de tout contenu. Et la chose qu'il désigne est éternelle.

Quant à l'ANARCHO-SYNDICALISME, pourquoi ce mot bâtarde d'une langue étrangère pour désigner ce qui n'est rien de plus ni de moins que le mouvement authentiquement ouvrier sous nos climats ?

Le présent article est destiné à exposer les raisons pour lesquelles nous ne pouvons nullement partager cette façon de voir, que nous considérons, depuis de longues années, comme illu-

sion catastrophique le passage de la servitude à la liberté, ou de l'ordre policier à l'ordre naturel dans le domaine social. *

Suite page 2.

le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rédaction : 19, RUE DU CROISSANT. — PARIS (2^e)
Administrateur : JOULIN Robert,
148, QUAI DE VALMY (10^e) 5561-76 Paris.

Fondé en 1895 par
Louise MICHEL et Sébastien FAURE

ABONNEMENTS :
France et Colonies : 6 mois, 140 fr.; 1 an, 280 fr.
Autres pays : 6 mois 190 fr.; 1 an, 380 fr.

ACTION DIRECTE POUR LE PAIN !

Il faut « en » sortir ! Le mécontentement fait ta- che d'huile...

C'est plus seulement le prolétariat qui veut « en » sortir, mais le petit artisan, le petit commerçant ; puis c'est le bourgeois lui-même, c'est l'enrichi d'hier qui tremble pour un cri dans la nuit, ou que le flux et le reflux boursier achève d'éccuer ; c'est le « végétant » de toujours, le paysan las d'être tiré à hue et à dia...

Il faut « en » sortir : tous les journaux le disent, avec des cris de panique bien ou mal joués, désespérants...

Il faut « en » sortir, mais on « y » enfonce chaque jour, davantage : 200 gr. de pain, aujourd'hui (combien, demain ?) Quelle viande mangerons-nous cet hiver ? Combien payerons-nous le charbon qui ne nous chauffera pas ?

Des cochons à face humaine vendent à prix d'or des cochons à face de porc...

« On » achète des machines-outils à cinq millions, des voitures de 100 CV, mais « on » crève de faim.

C'est l'incertitude, l'angoisse, le désespoir ou l'apathie dans des profondes couches des classes exploitées.

Qui nous « en » sortira ? Le P.C.F. usé par deux ans de pouvoir, se vautre dans un programme national-réformiste et se contente de « proposer ses solutions ». (On les connaît, Messieurs, on vous a vu à l'œuvre !)

Le P.S. de Ramadier-Mollet est discrédié depuis dix ans par son « impuissance » ; ses trahisons ; le P.C.I. trotzkyste se traîne misérablement dans l'ombre du stalinisme. Les dirigeants cégitistes s'eng... et pondent des motions d'unanimité platoniques...

« On » parle de la troisième révolution mondiale...

Et la « paix » sociale se crevassera par-ci, par-là : le 22 août

SOLIDARITÉ NATIONALE

Les députés parlent pour tous
Les prêtres prient pour tous
Les juges condamnent pour tous
Les ministres décrètent pour tous
Les parasites mangent pour tous

Les travailleurs travaillent pour tous

Pour combien de temps encore ?

On recongresse

Si c'est en forgeant qu'on devient forgeron, c'est en congressant qu'on fait du socialisme. Telle est du moins l'opinion de M. Mollet. Let.

Et c'est pourquoi les militants S.F.O.I.O. vont de nouveau s'affronter. Les ministres et parlementaires du parti se sont montrés indisciplinés ; des débats, des congrès, se déroulent sous l'égide de la SFIO. Mais qui déchirera l'atmosphère d'apathie, de désespoir qui oppresse la classe ouvrière, c'est à nous de le faire.

Ce geste, c'est à elle de le faire... A nous tous...

Ce mot de lutte, de confiance, ce mot qui déchirera l'atmosphère d'apathie, de désespoir qui oppresse la classe ouvrière, c'est à nous de le faire.

Aucun ouvrier ne refusera de faire grève pour l'augmentation

de sa ration de pain : au contraire, la classe ouvrière attend le signal, le geste des dirigeants en qui elle a encore confiance et qui vont encore la décevoir un peu plus.

Le prolétariat agit sporadiquement, mais il agit pour sa vie, pour le PAIN.

Généralisons les grèves existantes !

Que ce soit l'heure de l'homme

ce sera plutôt une « réjouissance », comme disent les bouchers.

Le combat social sera, serait

de réunir les deux congrès, de faire la synthèse entre la boucherie, l'épicerie, la vinasse, la chorégraphie « spirituelle » et les élections. Et l'on y pourra, pour l'édition de la classe ouvrière qui doit pourvoir à sa survie.

S.F.O.I.O. débitera ses médailles de sainte Thérèse-de-l'Enfant-Jésus, nouvelle patronne de la France, nous dit-on, et de M. le Président du Conseil, qui se tue de travail pour nous.

LEGIER.

S. VERNON.

Et tout de suite. Et qu'en fasse sur le budget de la prochaine guerre les économies nécessaires pour acheter le blé américain.

Quelle splendide occasion de faire « l'unité ouvrière » !

Oui, camarades de la C.N.T., vous des Métaux, vous des P.T.T., vous des Chemins de fer, camarades des grosses « boîtes » et des petits ateliers, camarades organisés ou non, grève pour le pain... le reste suivra.

Car maintenant le peuple est libre.

Et c'est pour cela que tous les fils de la ville mobilisés (il n'en restait plus aucun régler la circulation aux divers carrefours de 8 heures jusqu'à 12 heures) formaient une triple enceinte de protection.

Malgré la présence rutinante du drapéau de la bourgeoisie fonctionnarisée totalitaire russe, le à la Préfecture, 2^e étage, et de l'Hôtel Négrégard (où descendent les mandarins et qui abrite la partie de leur parti), malgré les obédiences diverses et échangeantes dans les couloirs des antichambres municipales et boursières.

Car maintenant le peuple est libre.

Et c'est pour cela que tous les fils de la ville mobilisés (il n'en restait plus aucun régler la circulation aux divers carrefours de 8 heures jusqu'à 12 heures) formaient une triple enceinte de protection.

Trois ans après la libération des affameurs allemands, trois ans et nous sommes pas libérés des affameurs français. Une preuve ? en voici une :

Il y a trois ans le peuple envahit Nice.

Dimanche, à l'occasion de cet anniversaire, on pouvait voir sur la place Masséna, les élus de tout acabit, en tenue de gala, distribuer des médailles aux délégués de leur parti ; médaillons obédis, qui arborent qu'à une majoration de 10 % sur les allocations familiales.

Il leur fut promise que ces questions seraient soumises au ministre intérimaire.

Malheureusement, il est avéré que

le ministre « intéressé » se désintéresse de cela comme de sa première résolution de congrès ou de son premier programme électoral. Et il manque vraiment quelque chose à une majoration de 10 % sur les allocations familiales promises au gouvernement ? Non, vous n'y êtes pas... Devinez vous-mêmes.

NICE

Il y a trois ans le peuple envahit Nice.

Dimanche, à l'occasion de cet anniversaire, on pouvait voir sur la place Masséna, les élus de tout acabit, en tenue de gala, distribuer des médailles aux délégués de leur parti ; médaillons obédis, qui arborent qu'à une majoration de 10 % sur les allocations familiales.

Et tout de suite, le reste à la mer. Ce poisson crevé ramené par les vagues, sur les rochers de la Corniche, fut une puanteur pendant quelques semaines.

La municipalité n'aurait-elle pas dû intervenir pour que le poisson soit distribué aux consommateurs nécessiteux ?

Que non, les ménagères dans ce cas auraient fait des conserves pour l'hiver, dans des bocaux et du sel marin.

Et au lieu de ce fait, délaissé d'autres poisons et bouteilles et les bouchers...

Devant une monstruosité aussi flagrante par les temps présents, devant une destruction aussi honteuse le maire n'a rien fait.

</div



SYNDICALISME

A.I.T.

SYNDICALISME

Sous le
drapeau
de la C.N.T.



Pour la renaissance de l'Internationale

CENT MILLE TRAVAILLEURS ALLEMANDS PEUVENT ETRE GAGNES A LA CAUSE SYNDICALISTE ET LIBERTE

NOUS les gouvernements qui se sont succédé depuis la Libération ont, poursuivi un plan d'immigration ouvrière. Pauvre en capitaux, pauvre en machines, pauvre en matériel agricole, la France officielle — celle de la bourgeoisie et de la bureaucratie d'Etat — ne peut trouver les ressources voulues pour alimenter ses dépenses somptuaires que dans l'exploitation du plus grand nombre possible de travailleurs.

Le plan Monnet, tombé en quenouille, prévoyait un apport de deux millions de travailleurs étrangers. Les chiffres donnés récemment par le ministère du Travail sont plus modestes : en deux ans, 70,000 ouvriers seulement sont entrés en France.

Les P.G.A. ont rempli les tâches les plus difficiles ; ils ont permis de pallier le manque de personnel agricole, ils ont été utilisés dans les mines, ils ont, hélas ! fréquemment été employés comme briseurs de grève.

Aujourd'hui, la pression des Etats-Unis a forcé les autorités françaises à renvoyer dans leurs foyers des fractions importantes des contingents allemands. En pour conserver au moins une partie de ce capital humain, ces mêmes autorités sollicitent le séjour des travailleurs allemands en leur promettant un statut de travailleurs libres.

La misère qui règne en Allemagne occupée est telle que près de cinq mille d'entre eux ont accepté de demeurer sur le sol français.

La question se pose de savoir quel sera le rôle de cette main-d'œuvre et quelle sera en définitive la force qui l'utilisera.

*

L'Etat français a tout intérêt, en dépit de ses hypocrisies patriotes, à se servir des ex-P.G.A. comme masse de manœuvre contre une classe ouvrière inquiète et agitée. L'exemple des SS recruts par la Légion étrangère pour aller porter les bienfaits de la démocratie tricolore en Indochine nous suffit pour être convaincu que les intérêts de classe privent le fameux sentiment national.

Du côté ouvrier, il semble que rien n'ait été fait pour transformer en auxiliaires de la révolution les esclaves du militarisme. Le Parti Communiste, cherchant à utiliser jusqu'à la corde les souvenirs de la Résistance et à exploiter le chauvinisme le plus bas, poursuit une campagne de haine contre les prisonniers qu'ils chargent de tous les péchés nazis et qualifie de cinquième colonne.

Il ne peut être question pour les staliniens de considérer les ex-P.G.A. comme des hommes, des travailleurs et des êtres capables de réfléchir et de comprendre puisqu'ils traitent avec tant de mépris le travailleur français par eux « colonisé ».

« Ce sont les P.G.A. qui brûlent les récoltes. » « Les P.G.A. ne sont pas assez surveillés. » « Les P.G.A. se mettent au service des ennemis de la République. » Tels sont les slogans qui reviennent continuellement dans les colonnes de l'Humanité et des organes « à côté ».

Et des dessins infâmes viennent illustrer ce bourrage de crâne sans Charles Maurras ou un Léon Daudet n'auraient pas désavoué.

Habilement orchestrée, cette campagne comprend d'autres mensonges comme la suralimentation de la population allemande (alors que le nombre des calories est inférieur à celui de tout autre pays européen), comme l'envoi de farine blanche en zone française, comme l'appel à la répression des mouvements grévistes dans les commandos de prisonniers.

*

Entre Ramadier, Bidault et Thorez, il n'est de divergence que dans le niveau d'exploitation d'une main-d'œuvre servile. Qu'elle soit à la disposition de l'URSS ou de ses valets et l'on criera bravement que l'on a au service d'une fraction impérialiste pro-yankee et l'on poussera des cris de haine féroce.

Nous sommes loin de cette conception esclavagiste et rétrograde. Nous croyons que le mouvement syndicaliste, que le mouvement ouvrier ne peuvent connaître de frontières en leur sein et que le même effort de libération, d'éducation, d'organisation libertaire, doit être mené chez les travailleurs allemands et chez les travailleurs de toutes les nationalités.

Malgré les appels à la haine, nous savons qu'il y a de nombreux endroits, aux champs comme dans les usines, la solidarité humaine n'a pas perdu son efficacité et que les ouvriers aident et secourent fréquemment leurs compagnons de travail en leur apportant des vivres.

Cette forme d'internationalisme est indispensable, mais elle ne suffit pas.

Il est nécessaire que les travailleurs allemands qui demeureront sur nos côtes soient informés de leur situation, qu'ils puissent prendre position devant les problèmes sociaux en toute connaissance de cause.

Après douze ans de bourrage de crâne hérétique (et d'abandon de la part des grandes organisations ouvrières) ; après cinq ans de guerre et deux ans d'internement, un effort accru doit être mené pour apporter aux travailleurs allemands une claire vision des luttes dont ils sont l'enjeu et les transformer d'éléments passifs en volontiers lucides.

Nous ne nous faisons pas d'illusion sur la fait que, parmi ces nouveaux travailleurs libres, il s'en trouve de toutes les tendances et de toutes les mentalités. Ce n'est pas parce qu'il s'agit d'Allemands que nous prenons le contre-pied du chauvinisme français pour en faire des sujets d'élite. Mais nous nous attacherons à nous adresser à eux de la même façon que lorsque nous nous adressons à n'importe quel groupe de travailleurs, non pour les berner ou les exploiter, mais pour les appeler à la compréhension et à la lutte.

Quand tous nos groupes locaux, que tous nos militants, que tous nos sympathisants comprennent l'importance de la propagande dans les milieux de travailleurs allemands résidant en France. Ce sera un moyen pratique et sûr de développer ce qui fit la valeur et la gloire du mouvement socialiste et qui, aujourd'hui, déchiré et meurtri par les patoisans périssables et impuissants, nous reste et demeure entre nos seules mains : l'INTERNATIONALE.

§. PARANÉ.

le libertaire



LA LUTTE POUR LE PAIN

L'UNION départementale C.G.T. avait lancé pour ce jour-là un ordre d'arrêt total du travail à 16 heures, et organisé un grand meeting, à 17 heures, devant la Bourse du Travail, afin de protester contre les deux cents grammes de pain.

Dès le matin, dans un grand nombre d'usines, les ouvriers avaient débrayé et étaient gonflés à bloc. Vingt-sept usines, dont les usines de la sidérurgie, ont été sautées par les dirigeants célestites. Au cours de leurs exposés, ledits dirigeants furent copieusement hués par la foule, qui réclamaient une action immédiate et de grande envergure.

Les orateurs ne firent qu'attaquer le gouvernement où ils ne sont plus mais jamais le patronat. Ils accusèrent le C.N.P.F.-C.G.T. (Il faut être aussi naïf qu'un syndicat !). Pour croire que le patronat, à signé, par la main de M. Villiers, des accords défavorables au prolétariat !). Ensuite, l'on dénonça l'arriéré, qui venait avec deux millions de dollars pour dissocier la C.G.T. Il paraît que ces dollars étaient destinés à des organisations socialistes adversaires de la C.G.T. On inventa ce qu'on peut lorsqu'il ne sait pas quoi inventer : le décret d'affaiblissement. M. Brown n'existe, nous a pas fait des confidences sur son activité en France. Attendons les dollars — ou des excuses de nos menteurs professionnels : nous attendrons toujours !

M. Brown n'est pas devenu honnête, mais il fournit toujours des détails aux ouvriers de la révolution. Il faut tenir en main les mécontents pour les conduire aux urnes. Tous ces mouvements ne sont-

pas en prévision des élections qui approchent ? La Voix du Peuple, journal communiste, laisse passer le bout de l'oreille dans son no 2 septembre en écrivant que les manifestants avaient demandé le retour au pouvoir des ministres communistes ; alors qu'il ne fut question que du pain et du pain

tout notre devoir syndicaliste révolutionnaire.

Allons, camarades égarés dans cette

C.N.T., qui vous trahit, rejoignez la

masquerade organisée par les François Frangais.

Le 5 septembre, à 17 h. 30, à la

Bourse du Travail, à Paris.

Nous doutons fort que l'U.D. Lyon renouvelle ces grèves de deux heures ; car à jouer avec le feu l'on se brûle. Quant à nous, préparons-nous à faire

plusieurs milliers de protos répondant à cette invitation, bien que commençant à se fatiguer des gymnastiques oratoires ou pédestres, sans résultat palpable.

L'occasion était bonne de rassembler quelques milliers de travailleurs las de bouffer du pain de maïs et de vivre dans le calcul épuisant des fins de quinzaine. La C.G.T., l'U.F.F., la C.F.T.C. et le Parti Communiste appellent donc les ouvriers à déserter chantiers, usines et bureaux pour venir voter.

Plusieurs milliers de protos

répondront à cette invitation,

mais pour ceux qui sont épuisés

après deux kilomètres avec des pancartes, où il

était réclamé 250 grammes de pain par jour, à 23 francs le kilo, et l'entrée des communistes au gouvernement.

Un ordre du jour fut remis au préfet, qui le transmit

aux services des archives.

Le lendemain, les pommes de terre disparaissaient du marché et le kilo de saucisson passait de 350 à 450 fr.

Le lendemain, les pommes de terre disparaissaient du

marché et le kilo de saucisson passait de 350 à 450 fr.

Le lendemain, les pommes de terre disparaissaient du

marché et le kilo de saucisson passait de 350 à 450 fr.

Le lendemain, les pommes de terre disparaissaient du

marché et le kilo de saucisson passait de 350 à 450 fr.

Le lendemain, les pommes de terre disparaissaient du

marché et le kilo de saucisson passait de 350 à 450 fr.

Le lendemain, les pommes de terre disparaissaient du

marché et le kilo de saucisson passait de 350 à 450 fr.

Le lendemain, les pommes de terre disparaissaient du

marché et le kilo de saucisson passait de 350 à 450 fr.

Le lendemain, les pommes de terre disparaissaient du

marché et le kilo de saucisson passait de 350 à 450 fr.

Le lendemain, les pommes de terre disparaissaient du

marché et le kilo de saucisson passait de 350 à 450 fr.

Le lendemain, les pommes de terre disparaissaient du

marché et le kilo de saucisson passait de 350 à 450 fr.

Le lendemain, les pommes de terre disparaissaient du

marché et le kilo de saucisson passait de 350 à 450 fr.

Le lendemain, les pommes de terre disparaissaient du

marché et le kilo de saucisson passait de 350 à 450 fr.

Le lendemain, les pommes de terre disparaissaient du

marché et le kilo de saucisson passait de 350 à 450 fr.

Le lendemain, les pommes de terre disparaissaient du

marché et le kilo de saucisson passait de 350 à 450 fr.

Le lendemain, les pommes de terre disparaissaient du

marché et le kilo de saucisson passait de 350 à 450 fr.

Le lendemain, les pommes de terre disparaissaient du

marché et le kilo de saucisson passait de 350 à 450 fr.

Le lendemain, les pommes de terre disparaissaient du

marché et le kilo de saucisson passait de 350 à 450 fr.

Le lendemain, les pommes de terre disparaissaient du

marché et le kilo de saucisson passait de 350 à 450 fr.

Le lendemain, les pommes de terre disparaissaient du

marché et le kilo de saucisson passait de 350 à 450 fr.

Le lendemain, les pommes de terre disparaissaient du

marché et le kilo de saucisson passait de 350 à 450 fr.

Le lendemain, les pommes de terre disparaissaient du

marché et le kilo de saucisson passait de 350 à 450 fr.

Le lendemain, les pommes de terre disparaissaient du

marché et le kilo de saucisson passait de 350 à 450 fr.

Le lendemain, les pommes de terre disparaissaient du

marché et le kilo de saucisson passait de 350 à 450 fr.

Le lendemain, les pommes de terre disparaissaient du

marché et le kilo de saucisson passait de 350 à 450 fr.

Le lendemain, les pommes de terre disparaissaient du

marché et le kilo de saucisson passait de 350 à 450 fr.

Le lendemain, les pommes de terre disparaissaient du

marché et le kilo de saucisson passait de 350 à 450 fr.

Le lendemain, les pommes de terre disparaissaient du

marché et le kilo de saucisson passait de 350 à 450 fr.

Le lendemain, les pommes de terre disparaissaient du

marché et le kilo de saucisson passait de 350 à 450 fr.

Le lendemain, les pommes de terre disparaissaient du

marché et le kilo de saucisson passait de 350 à 450 fr.

Le lendemain, les pommes de terre disparaissaient du

marché et le kilo de saucisson passait de 350 à 450 fr.

Le lendemain, les pommes de terre disparaissaient du

marché et le kilo de saucisson passait de 350 à 450 fr.

Le lendemain, les pommes de terre disparaissaient du

marché et le kilo de saucisson passait de 350 à 450 fr.

Le lendemain, les pommes de terre disparaissaient du